

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 19 MARS 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL AFFAIRE DU KATANGA : vers une libération du Zaire ou début de marchandage entre Grandes Puissances?

Des troupes venant de l'Angola seraient entrées depuis quelques jours au Zaïre (ex-Congo-belge). Il s'agirait des anciens "gendarmes katangais" réfugiés depuis plusieurs années en Angola. Ils seraient rentrés au Katanga transformés en armée de libération du dit Katanga.

Comment expliquer l'intervention de ces "gendarmes katangais" ?

Plusieurs explications sont possibles. Les gendarmes katangais peuvent bien avoir le désir de renouer avec l'Idca soit d'un Katanga libre et indépendant soit d'une lutte contre Mobutu. Il n'est pas impossible que ces hommes au contact des nationalistes d'Angola aient eu le désir d'agir aussi dans le même sens dans leur pays.

Mais une explication moins réjouissante vient aussi à l'esprit : ce serait que cette intervention ait été parfaitement calculée et par l'Angola et par ceux qui y sont influents, les Soviétiques. Cela dans le but d'améliorer la situation militaire de l'Angola.

Depuis l'indépendance, plusieurs poches de résistance au gouvernement du Luanda restent très actives. L'une dans le nord menée par le FNLA, probablement entretenue par l'impérialisme. L'autre au sein de l'enclave de Cabinda. Enclave qui est séparée du reste du territoire angolais par une bande de terre zaïroise. Ce territoire de Cabinda a d'ailleurs une grande valeur due à la présence de pétroles et autres minéraux.

L'intervention des Katangais pourrait être un moyen de contraindre l'impérialisme, par Zaïre Interposé, en menaçant le Katanga, à lâcher les derniers opposants au régime de Luanda. Les troupes katangaises seraient moins poussées par des raisons de solidarité anticolonialiste ou par souci d'aider un mouvement frère à faire ses premiers pas que manipulées dans de froids calculs destinés à permettre des marchandages entre les grandes puissances.

Il y a toutes les chances pour que les péripéties actuelles au Katanga n'aient rien à voir avec la libération des peuples du Zaïre.

Sauf si ces milliers d'hommes qu'on a armés pour en faire une monnaie d'échange décidaient d'agir pour leurs propres objectifs et pour soulager la misère et l'oppression dont souffrent leurs frères.

"- - - - -"

GUADELOUPE SAINTE-ANNE :

MANOEUVRES DE LA DROITE

Les élections de Sainte-Anne n'ont pu donner un vainqueur. Le tribunal administratif vient de décider qu'aucune liste ne pouvait être proclamée élue.

Des incidents ont eu lieu dans plusieurs bureaux de vote. Des procès-verbaux ont été déchirés ou ont disparu.

Contrairement à ce que la presse écrite ou parlée (ORTF notamment!) tendait à faire croire, ce n'est pas au bénéfice de la liste conduite par Ibéné que ces incidents se sont déroulés. Il semble bien d'ailleurs au vu des chiffres publiés, que c'est la liste Ibéné qui était en tête au moment où ont éclaté les incidents.

La droite qui guigne vers la commune de Sainte-Anne depuis le succès de sa candidate Marlène Captant, aux cantonales de 76, ne désespère pas de l'emporter y compris en utilisant les moyens

de la fraude.

Le résultat de toute l'opération engagée à Sainte-Anne avec la complicité des autorités coloniales c'est que le maire sortant ne sera plus dans la mairie avant les prochaines élections qui devront se dérouler dans moins de deux mois. Une délégation prendra place et préparera ce nouveau tour.

C'est dire que la neutralité d'une telle délégation devra être sérieusement mise en doute. Ce qui veut dire que tout sera mis en oeuvre pour fausser le résultat des élections futures.

Nous sommes évidemment solidaires des travailleurs de Sainte-Anne dans leur lutte contre la fraude et les manoeuvres du colonialisme contre eux et ceux qu'ils voulaient élire dans la municipalité de Sainte-Anne.

Suite page 2

MARTINIQUE VERS UNE GREVE DES DOCKERS

Les dockers de Fort-de-France se préparent à entrer en grève.

Ils réclament en effet une augmentation de salaires qui correspondent à la hausse des prix.

L'administration portuaire et les armateurs refusent de la leur accorder, se retranchant derrière le plan Barre qui bloque les augmentations de salaires à 6,5 %. C'est effectivement ces 6,5 % que proposent les patrons, tandis que les dockers après avoir demandé 30 % d'augmentation de salaire, ont ramené leurs revendications initiales à 20 %.

Les dockers disposent cependant de moyens de pression non négligeables pour faire céder les patrons : en effet, les dockers de Guadeloupe organisent en ce moment un mouvement de grève perlée et les navires ne pouvant être déchargés en Guadeloupe sont dirigés sur la Martinique.

Comme on le voit, voilà une situation qui a de quoi faire réfléchir les armateurs et leur représentant le préfet, et leur faire prêter une oreille plus attentive aux revendications des dockers.

Grosse-Montagne : UNE NOUVELLE FERMETURE

Après les usines Blanchet, Darboussier et Beauport, l'usine Grosse-Montagne vient de jeter au chômage technique la totalité de ses ouvriers.

En effet, au cours d'un entretien avec les responsables syndicaux du comité d'entreprise, le lundi 14 mars, Simonnet, le propriétaire de l'usine, les informait de la fermeture complète, à compter du mardi 15 mars. Le motif invoqué par la direction est le même que celui auquel ont eu recours les autres usiniers : le non démarrage de la récolte, et les problèmes financiers qui en résultent pour l'entreprise. Face à cette décision les responsables syndicaux élevèrent une protestation et exigèrent que toute la semaine

Suite page 2

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
4^{ème} supplément au mensuel N° 72

GROSSE-MONTAGNE

(suite)

fût payée, ce qu'ils purent obtenir. Cependant, en dépit de cette maigre victoire il demeure que du fait de cette fermeture plus de 100 travailleurs sont désormais privés de revenus. Ajoutés aux autres ouvriers industriels déjà dans cette situation, cela porte à 700 le nombre de salariés lockoutés. Devant une telle catastrophe économique, les travailleurs ne peuvent pas, et ne doivent pas se croiser les bras. Il leur appartient, en accord avec les ouvriers agricoles et les planteurs, de prendre toutes dispositions pour contraindre l'administration et le patronat sucrier à satisfaire au plus vite l'ensemble des revendications de toutes les catégories en lutte.

- 0 - 0 -

SAINT-ANNE

MANOEUVRES DE LA DROITE

(suite)

Mais si de tels événements peuvent avoir lieu c'est bien parce qu'existe dans ce pays un pouvoir colonial qui couvre et foment la fraude. Et ce n'est pas seulement sur le terrain électoral que ce pouvoir se manifeste. C'est encore lui qui est responsable de toute la situation économique qui sévit et cause le chômage. C'est lui qui réprime les grèves des ouvriers des champs et des villes.

La lutte contre ce pouvoir, ce n'est pas uniquement quand on a des intérêts électoraux à défendre qu'il faut y penser, comme le fait le Parti Communiste quand il se sent menacé sur ce terrain-là.

LE MENSUEL N° 72 EST PARU. RECLAMEZ-LE !

LIBAN

Kamal Joumblatt victime
de sa propre politique

Kamal Joumblatt, le principal dirigeant de la gauche libanaise, vient d'être assassiné. La nouvelle a soulevé une vague de colère et d'indignation dans les quartiers populaires de Beyrouth, à population essentiellement musulmane, favorable à la gauche. Avant que les autorités aient décidé de prendre des mesures, la population des deux communautés, chrétienne et musulmane, a d'elle-même instauré un couvre-feu de fait, les magasins cessant leurs activités, cela de crainte que des affrontements armés ne se produisent à nouveau.

Naturellement, les divers chefs d'état ont envoyé leurs condoléances, et il n'est pas jusqu'aux dirigeants de la droite, les Gemayel, Chamoun et Cie, qui n'y soient allés de leur couplet sur le caractère regrettable de cet acte, la radio précisant même qu'ils ont dû calmer certains de leurs partisans, qui tiraient des coups de feu en l'air en signe d'allégresse. Mais ce sont ces derniers, à n'en pas douter, qui expriment les réels sentiments de la droite.

Car cet assassinat n'est pas le fruit du hasard. Il s'inscrit logiquement dans le processus qui a vu, après une sanglante guerre civile, les "forces de paix" syriennes remettre "l'ordre" au Liban, c'est-à-dire mettre au pas les travailleurs qui faisaient confiance à la gauche, et réduire à l'impuissance les Palestiniens.

Cette intervention syrienne s'était faite, rappelons-le, au moment où précisément la gauche libanaise appuyée par les commandos palestiniens commençait à prendre le dessus, militairement, sur les forces de droite qui avaient déclenché la guerre civile. La valse-hésitation à la quelle se sont alors livrés Joumblatt et les dirigeants palestiniens, qui n'ont pas fait appel à la mobilisation des masses arabes contre l'intervention syrienne, a abouti au désarmement et à la mise au pas des travailleurs libanais et des commandos palestiniens.

Cela étant fait, Joumblatt n'en demeurerait pas moins gênant pour la droite, qui ne contrôle la situation que grâce à la présence de près de 30.000 soldats syriens au Liban. La tentation était forte de l'éliminer, dans une période où les masses sont dans l'impossibilité de riposter. En faisant allégeance à Sarkis, Joumblatt signait donc son propre arrêt de mort. C'est évidemment regrettable. Mais ce qui l'est plus encore, c'est qu'il ait, par sa politique, contribué à mettre des dizaines de milliers de travailleurs à la merci de la réaction. Les masses laborieuses libanaises ne pourront vaincre qu'en se donnant un autre type d'organisation, un autre type de dirigeants, décidés à engager une lutte sans merci pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

et Commission d'Hygiène et de Sécurité.

C'est aussi une mise en garde contre la caporalisation que veut instaurer Mme Opitz, qui est à la limite de la tyrannie et ses écarts de langage non moins choquants.

Le personnel prépare son cahier de revendications pour l'année en cours, et il le soumettra incessamment (...)

GUADELOUPE

Quand les nationalistes de
l'UTA - UGTG "font de la politique"

Il faut revenir sur les résultats de l'une des listes présentes à ces élections municipales. Il s'agit de la liste "d'Union Populaire" qui bénéficiait du soutien de plusieurs membres de l'UTA. En fait, cette liste avait bien été l'expression de la politique des démissionnaires du GONG qui contrôlent l'UTA-UGTG. Ceux-ci se sont donc lancés dans la politique en présentant une liste aux municipales.

Ils démarrèrent d'ailleurs avec fracas, annonçant qu'ils allaient sinon battre le maire en place, du moins le mettre en ballottage. Tout au long de la campagne, ils se présentèrent comme de meilleurs gestionnaires que ceux qui étaient là. Ils ne quittèrent jamais le terrain purement électoral.

Pour des gens qui nous faisaient passer pour des électoralistes en dépit des positions claires que nous avons prises à ce sujet, on peut dire que les dirigeants nationalistes de l'UTA-UGTG n'ont pas été dégoûtés par le panier à crabes électoral, et ils s'y sont jetés avec enthousiasme.

Jamais il ne leur vint dans la bouche les mots pour dire aux travailleurs que ces élections pas plus que d'autres ne changeraient rien à leur sort. Bien au contraire, ils n'ont fait que renforcer les illusions des travailleurs dans les élections, en opposant bon et mauvais gestionnaire, en composant une liste qui pouvait à la fois trouver des électeurs parmi les membres de l'UTA, et parmi les électeurs de l'ancien candidat de droite, Lisette.

Si bien qu'aujourd'hui après les élections, on ne peut tirer aucune conclusion claire du résultat de la liste patronnée par l'UTA.

Cette liste remporte un score assez important, 23% des suffrages exprimés. Ce qui - s'il s'était exprimé sur une liste ouvertement nationaliste ou pleinement UTA aurait été un succès important. Or, quand on étudie les chiffres, on se rend compte que, comme l'avaient voulu les dirigeants nationalistes, les voix

qui se sont portées sur leurs listes regroupent certes des voix gagnées grâce à l'influence de l'UTA dans la région, mais aussi une fraction importante de l'électorat de droite qui votait pour Lisette et qui s'est partagé entre Bajazet - le "poulain" de Lisette - et l'UTA.

Les nationalistes tous présents à Sainte-Rose au moment du dépouillement ont fait triste mine aux résultats. Ils étaient déçus. En bons électoralistes, le seul résultat qui pouvait les combler, c'était de "gagner" l'élection. Que des travailleurs leur aient fait confiance ou exprimé leur mécontentement en votant pour leur liste, pensant bien faire, cela les intéressait bien moins.

ABYMES

MAISON DE L'ENFANCE :
LE PERSONNEL MÉCONTENT

La colère gronde à la Maison Départementale de l'Enfance, aux Abymes où le personnel a effectué mercredi une grève de 24 heures. A l'entrée de l'établissement, ils avaient mis un certain nombre de pancartes exposant leurs revendications. Voici le texte du communiqué du syndicat CGTG, où sont syndiqués la grande majorité des employés :

La section de la Maison Départementale de l'Enfance a décidé d'une grève d'avertissement de 24 heures pour faire aboutir ses revendications immédiates, qui se résument en ces points suivants :

1° Paiement des primes de service des années 1974-75 ;

2° Titularisation des auxiliaires qui ont 4 années d'ancienneté ;

3° Représentation du personnel au conseil d'administration selon les règles établies et installation des organismes statutaires : Comité Technique Paritaire